



# PLATEFORME DE REVENDICATIONS POUR LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE

*Depuis 1926, l'ACFA est l'organisme porte-parole de la francophonie albertaine. Son rôle est de protéger les acquis, faire avancer les droits et d'accroître la vitalité de la collectivité francophone en Alberta. Avec près de 300 000 albertains d'expression française en Alberta et une francophonie croissante et diverse, le souhait de faire valoir notre communauté et ses besoins ressort naturellement. Grâce à des concertations et des regroupements annuels avec les membres de la communauté et plus de 90 ans d'expérience dans la francophonie albertaine, l'ACFA dispose de l'expertise nécessaire afin de faire les propositions suivantes au gouvernement de l'Alberta. Les positions présentées ici s'alignent notamment avec le Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 qui cible une augmentation de 9% de bilinguisme et une augmentation de 4% de la population d'expression française au Canada d'ici 2036. Les institutions francophones évoluent vers une plus grande inclusion tant de l'immigration que de la population provenant de l'immersion.*

*L'ACFA s'engage à revendiquer les propositions suivantes auprès des candidats aux élections provinciales ayant lieu en avril 2019 afin d'améliorer plusieurs aspects de la vie quotidienne des franco-albertains, notamment en matière de services en français.*

# POLITIQUE

---



La reconnaissance et l'engagement politique envers la francophonie albertaine est au cœur de la vitalité de la communauté franco-albertaine : c'est avec le leadership des représentants politiques ainsi qu'une collaboration étroite avec les membres de la communauté franco-albertaine que nous serons en mesure de nous épanouir pleinement et ce, dans un contexte affirmé de dualité linguistique. Nous reconnaissons entre autres les efforts du gouvernement de l'Alberta dans cette direction par le dévoilement de la Politique en matière de francophonie en juin 2017, suivi de son plan d'action 2018-2021 qui assure la mise en œuvre de la Politique. Bien que ces efforts soient importants, nous souhaitons également une légitimation des besoins des albertains d'expression française et l'accès à des services pour répondre à cette population significative, croissante et diverse.

Parmi les revendications suivantes, certains énoncés sollicitent des actions concrètes de la part du gouvernement de l'Alberta à l'égard de la francophonie et d'autres souhaitent plutôt une reconnaissance et une célébration au niveau politique. D'une part symboliques et d'autre part pratiques, les revendications de nature politique s'enchaînent avec toutes les autres revendications des divers secteurs. Les revendications politiques de la communauté franco-albertaine sont les suivantes :

- Que le ou la prochain(e) Premier(e) ministre prenne la responsabilité du dossier des langues officielles au nom du gouvernement
- À la lumière d'une révision de la Politique prévue en 2022, identifier avec la communauté les éléments de la Politique pouvant être enchâssés dans une loi (par exemple : Loi linguistique de l'Alberta)
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique, mandater les ministères responsables de développer un plan en collaboration avec la communauté, financé par la province, afin d'élargir l'offre de services en français
- Des gestes symboliques de la part des politiciens afin de consolider leur engagement envers la francophonie comme des communications bilingues et des salutations bilingues au début de tous les discours
- Maintenir un inventaire complet et à jour des services en français existant et en faire la promotion auprès des Albertains

# SERVICES EN FRANÇAIS



La majorité des revendications de la communauté francophone en Alberta sont axés sur les services en français dans divers domaines incluant la santé, l'éducation, la justice, l'immigration, l'économie, les arts et la culture. Malgré le fait que plusieurs services existent déjà, ils sont souvent peu accessibles, visibles ou connus par la communauté francophone. L'accès aux services en français est essentiel à l'épanouissement de la communauté francophone en situation minoritaire. Des secteurs comme la justice ou la santé par exemple, emploient un lexique spécifique à leur champ d'expertise et cela peut affecter grandement la qualité du service reçu en anglais et désavantager les francophones. En tant que porte-parole de la communauté franco-albertaine, l'ACFA revendique :

- Un engagement à identifier un budget spécifique avec des fonds nouveaux accompagnant la mise en œuvre de la Politique
- Un engagement à ce que chacun des ministères financent au minimum un poste à temps plein dans leur ministère, désigné bilingue, et responsable d'appuyer la haute direction à coordonner la mise en œuvre des services en français des ministères
- Assurer des agents aux communications bilingues dans au moins les 5-6 ministères d'importance pour la francophonie (ex : santé, éducation, travail, études supérieures, petite enfance)
- Que toutes les pièces d'identité albertaines puissent accepter des accents sur les noms et que les documents soient fournis en format bilingue (comme le certificat de naissance)
- Qu'il y ait un engagement à évaluer si les services du gouvernement en français sont utiles/répondent effectivement aux besoins (que l'offre répond à la demande; qu'on utilise efficacement l'offre active pour légitimer la demande)
- Que les fonctionnaires pouvant s'exprimer en français puissent également s'auto-identifier dans le répertoire de la fonction publique comme ayant cette capacité
- Que la structure, le profil et la capacité du Secrétariat francophone soient bonifiés afin d'assurer la mise en œuvre de la Politique, avec une structure qui reflète celle de divisions moyennes, une augmentation de budget et de ressources humaines, et une élévation du poste de direction à un poste de sous-ministre adjoint

- Que le gouvernement crée un bureau de traduction officiel pouvant appuyer les ministères
- Que la Politique en matière de francophonie clarifie que les organismes francophones peuvent s'incorporer et soumettre leurs documents officiels en français s'ils le souhaitent, y compris auprès des agences

## SANTÉ

---



Le sujet le plus récurrent lors de l'atelier collectif était sans aucun doute le besoin pressant pour des services en français dans le domaine de la santé, où la langue joue un rôle essentiel afin d'accompagner le patient d'une manière appropriée. Afin de minimiser les effets néfastes des barrières linguistiques sur la santé et d'optimiser l'efficacité et la qualité des services en santé dans l'ensemble de la province, l'ACFA demande à *Alberta Health Services* (AHS) de collaborer avec les francophones et les francophiles de l'Alberta afin que ceux-ci aient davantage accès aux soins de santé et de santé mentale en français. Plus concrètement, les demandes des francophones en matière de santé sont les suivantes :

- Transformer les services de coordination de *AHS* zone nord en une entité provinciale avec du personnel dans toutes les régions afin d'intégrer des services en français et de promouvoir ces services auprès de la population albertaine
- Actualiser la politique existante d'*AHS* concernant les populations vulnérables et préciser que les francophones sont une population grandissante et culturellement plurielle – cette politique devrait être accompagnée du développement d'un plan d'action spécifique à *AHS* pour l'augmentation des services de santé en français
- À la lumière du succès des conseils consultatifs en santé francophone ailleurs au pays, créer un conseil consultatif sur les services de santé en français au niveau provincial afin de consolider le développement d'un réseau en santé francophone durable, accessible, efficace et centré sur les besoins des patients
- Augmenter le budget de l'unité de traduction au sein d'*AHS* afin que davantage de ressources publiques et de promotion de la santé puissent être traduites et diffusées en français

# ÉDUCATION

---



L'éducation joue un rôle essentiel au sein de la communauté franco-albertaine dans le maintien de la langue et de la culture francophone en Alberta. De la petite enfance au postsecondaire et des écoles d'immersion à francophones, le besoin de soutenir ces institutions est primordial à la vitalité de la communauté franco-albertaine et représente une condition fondamentale à la livraison de services en français. Un des enjeux les plus importants dans le secteur de l'éducation est le manque de ressources afin d'offrir des services et de l'enseignement de qualité aux francophones et aux francophiles. Plus concrètement, la communauté franco-albertaine sollicite :

- Le financement continu d'infrastructures scolaires pour une communauté francophone et francophile en croissance. En raison d'un déficit historique d'infrastructures francophones, ceci constitue un « rattrapage » de financement
- L'inclusion de financement provincial pour les infrastructures en petite enfance francophone rattachées à une école francophone
- Un investissement significatif pour l'expansion des infrastructures postsecondaires francophones et l'expansion des programmes postsecondaires offerts en français
- La promotion et la valorisation accrue de l'éducation en langue française en Alberta
- Rendre obligatoire l'apprentissage d'une langue seconde dès la 3<sup>e</sup> année du primaire
- Le soutien des services aux élèves en ce qui concerne le renforcement en santé physique et mentale, en inclusion et diversité et en développement personnel
- Le maintien et l'augmentation des garderies francophones et bilingues à 25\$
- Que le poste de sous-ministre adjoint à la division responsable du curriculum à *Alberta Education* soit officiellement et obligatoirement désigné bilingue
- L'établissement d'une coordination provinciale et d'un leadership accru de l'Université de l'Alberta pour étendre les programmes en français en partenariat avec d'autres institutions postsecondaires
- L'établissement d'une stratégie concrète et le financement relatif afin d'assurer l'équivalence des écoles francophones à celles de la majorité

# ARTS ET CULTURE

---



Les arts et la culture contribuent également à la vitalité de la francophonie albertaine plurielle et renforcent ainsi les liens d'appartenance à la communauté. Ils servent de catalyseurs, renforçant la vitalité et l'identité des communautés. À travers le développement artistique, la culture et la langue française sont aussi partagés non seulement avec la communauté mais aussi avec l'ensemble de la population. En ce sens, le secteur des arts et de la culture est un élément majeur qui alimente le rayonnement de la communauté franco-albertaine au sein de la province majoritairement anglophone. Ce secteur contribue également au développement économique de la province. L'ACFA et ses partenaires sollicitent auprès du gouvernement de l'Alberta un engagement à maintenir et à augmenter le développement des arts et de la culture de la francophonie albertaine par les actions suivantes :

- Un engagement à inclure du contenu de l'histoire francophone dans les musées et sites historiques provinciaux
- La reconnaissance de la réalité et de la particularité de l'artiste d'expression française dans son cheminement artistique, sa création et ses stratégies de développement de marchés dans un contexte minoritaire en créant, par exemple, des fiches contextuelles pour les membres de jurys liés au secteur et en incluant davantage des artistes d'expression française dans des événements de grande envergure
- La présence accrue d'artistes et d'intervenants artistiques et culturels sur les jurys de l'*Alberta Foundation for the Arts* et autres jurys en lien avec le secteur
- La possibilité de déposer des demandes de subventions artistiques en français auprès de la province en assurant une traduction de haute qualité (si nécessaire)

# IMMIGRATION

---



L'immigration francophone en Alberta est riche et diverse, mais aussi en forte croissance. Notamment, plus du quart (26%) de la population francophone en Alberta est issue de l'immigration internationale. Les projections de Statistique Canada envisagent une augmentation de la proportion d'immigrants en Alberta entre 23,6 et 31% de la population de la province. Il est évident que l'immigration internationale forme une partie intégrante de la communauté francophone en Alberta. L'ACFA reconnaît que la communauté franco-albertaine est de nature plurielle et souhaite que tous les francophones et francophiles de diverses origines puissent participer pleinement à la sphère sociale, économique et culturelle de la communauté franco-albertaine. L'importance de l'inclusion des immigrants dans la communauté francophone et dans l'ensemble de la province est donc au centre de nos préoccupations. C'est pourquoi l'ACFA demande au gouvernement de l'Alberta :

- Le maintien et l'expansion des services d'accueil et d'établissement partout en Alberta et particulièrement en régions, développés et offerts en collaboration avec les instances de la communauté
- Que la province établisse une cible d'immigration francophone comme c'est le cas dans d'autres provinces telles que l'Ontario et le Manitoba
- Le soutien de l'intégration des migrants et immigrants tant dans la communauté franco-albertaine que dans l'ensemble de la communauté albertaine ainsi que la reconnaissance de leur défis uniques en tant qu'immigrants francophones en milieu minoritaire

## ÉCONOMIE

---



Le développement économique des francophones et francophiles est non seulement bénéfique pour les communautés francophones en situation minoritaire mais contribue également à l'économie provinciale et nationale. Accroître et soutenir l'économie francophone en Alberta consolide également l'accès aux services en français tout en contribuant à l'enracinement des francophones et francophiles dans leur communauté. En effet, l'avenir de la francophonie dépend de son économie. L'ACFA sollicite donc auprès du gouvernement de l'Alberta de contribuer entre autres à :

- Rendre plus accessible le répertoire de services en français et faire la promotion des petites et moyennes entreprises francophones ou bilingues dans la province
- Développer l'économie de langues officielles et favoriser l'identification des entreprises bilingues ou offrant des services bilingues
- Soutenir et renforcer le développement économique francophone en Alberta
- Encourager et soutenir les francophones et francophiles à faire affaire en français en Alberta

## JURIDIQUE

---



L'accès aux services et aux ressources juridiques en français est également indispensable à l'épanouissement de notre communauté, particulièrement pour les personnes plus vulnérables comme les femmes et les nouveaux arrivants. L'ACFA demande au gouvernement de se mobiliser afin de :

- Faciliter l'accès aux services juridiques en français dans toute la province et particulièrement en régions



- Accroître la promotion des ressources juridiques en français et faciliter l'accès à ces ressources
- Entreprendre un projet de sensibilisation au sujet des droits linguistiques à tous les ministères du gouvernement provincial
- En collaboration avec les instances de la communauté, complètement réécrire le *Languages of the Courts Regulations* afin d'éliminer les barrières créées par le règlement existant quant à l'accès à un procès en français
- Permettre le dépôt de documents juridiques en français devant les tribunaux
- Faciliter une coordination conjointe, indépendante et respectueuse entre le ministère, l'appareil judiciaire et la communauté

## CONCLUSION

---



En tant que porte-parole officiel de la communauté francophone en Alberta, l'ACFA réitère son engagement à revendiquer les demandes des membres et de ses partenaires auprès des candidats aux élections mais aussi auprès du prochain gouvernement et de ses élus. La majorité de ces demandes font appel à une reconnaissance des francophones par le gouvernement de l'Alberta. De plus, ces revendications politiques sont consolidées par les besoins qui se manifestent selon les différents secteurs et proposent au gouvernement des actions concises dans le but de permettre à la communauté francophone de s'épanouir, de se développer et de prospérer dans un contexte de dualité linguistique, ce qui sera bénéfique à l'ensemble de la société albertaine.



# ADVOCACY PLATFORM FOR THE ALBERTAN FRANCOPHONIE

## BACKGROUND



*The ACFA has been representing the interests of Francophones in Alberta since 1926. Its role is to protect the achievements, promote the rights and increase the vitality of the francophone community in Alberta. With nearly 300,000 French-speaking Albertans and a diverse, growing Francophonie, there is a natural desire to highlight our community and its needs. Concerted efforts and annual gatherings with members of the community and over 90 years of experience in French-speaking Alberta have provided the ACFA with the necessary expertise to make the following proposals to the Government of Alberta. The positions presented here are aligned particularly with the Action Plan for Official Languages - 2018-2023 which targets an increase in the bilingualism rate of English speakers to 9% and a 4% increase in the French-speaking population in Canada by 2036. Attendance in Francophone institutions has shifted to include more immigrants than immersion students.*

*The ACFA has committed to making the following proposals to April 2019 provincial election candidates in order to improve several aspects of the daily lives of Franco-Albertans, particularly as regards services in French.*

# POLITICS

---



The recognition and political commitment toward Francophonie in Alberta are at the heart of the vitality of the Franco-Albertan community. The leadership of political representatives as well as close collaboration with the members of the Franco-Albertan community will enable us to fully develop within a context that affirms linguistic duality. We acknowledge the efforts taken in this direction by the Alberta government, among others, with the unveiling of the French Policy in June 2017, followed by a 2018-21 action plan that ensures implementation of the policy. Although these efforts are important, we would also like this significant, growing and diverse population of French-speaking Albertans to have their needs legitimized and be provided with access to services.

Certain statements in the following claims solicit concrete action on the part of the Alberta government for francophone Albertans, while others would require political acknowledgment and recognition. Symbolic on the one hand and practical on the other, the political claims are linked with all of the other claims in the various sectors. The political claims of the Franco-Albertan community are as follows:

- That the next premier take responsibility for the official languages file on behalf of the government
- In the light of a planned Policy review in 2022, identify along with the community those elements of the Policy that could be entrenched in legislation (e.g., Alberta Language Act)
- As part of the implementation of the Policy, direct the government departments responsible to develop a provincially funded plan in collaboration with the community, to expand the offering of services in French
- Symbolic gestures by politicians to reinforce their commitment to the francophone population such as bilingual communication and bilingual greetings at the start of all speeches
- Maintain and promote a complete directory of existing services in French for Albertans

# SERVICES IN FRENCH

---



Most of the claims of the francophone community in Alberta focus on services in French in various areas, including health care, education, justice, immigration, the economy, and arts and culture. Despite the fact that several services already exist, they are often not very accessible, visible or familiar to the francophone community. Services in French are essential to the growth of the francophone community in a minority setting. Sectors such as justice or health care, for example, use a specialized jargon which could significantly impact the quality of service received in English to the disadvantage of Francophones. As a representative of the Franco-Albertan community, the ACFA is calling for:

- A commitment to identify a specific budget with new funds accompanying implementation of the Policy
- A commitment whereby each of the government departments funds a minimum of one full-time position in their department, designated bilingual, and responsible for supporting senior management in coordinating the implementation of services in French in that department
- Assurance that there will be bilingual communications officers in at least five or six departments important to Francophones (e.g., health care, education, work, higher education, early childhood)
- Acceptance of accents in names on all pieces of Alberta identification and documents such as birth certificates provided in a bilingual format
- A commitment to assess whether government services in French are useful or actually meet certain needs (supply and demand; effectively using active offer to legitimize demand)
- That government officials who can express themselves in French can also be identified as such in the public service directory as having this ability
- That the structure, profile and capacity of the Francophone Secretariat be enhanced to ensure implementation of the policy with a structure reflecting that of average divisions, an increase in budget and human resources, and a position upgrade from management to assistant deputy minister

- That the government create an official translation bureau to support the departments
- That the French Policy clarify that francophone organizations may incorporate and submit their official documents to government departments and agencies in French if they so desire

## HEALTH CARE



The most recurrent subject during the group workshop was undoubtedly the pressing need to have services in French in the field of health care, where language plays an essential role in providing appropriate patient support. In order to minimize the negative impact of language barriers on health care and optimize the effectiveness and quality of health care services throughout the province, the ACFA is asking that Alberta Health Services (AHS) collaborate with Francophones and Francophiles in Alberta for better access to health care, including mental health care, in French. More concretely, Francophone demands in the area of health care are as follows:

- Convert the AHS north zone call centre into a provincial entity with staff in all regions in order to integrate services in French and promote these services to the population in Alberta
- Update the existing AHS policy on vulnerable populations and specify that the francophone population is growing and multicultural – this policy should be supported by a specific AHS action plan to increase health care services in French
- In the light of the success of French-language health care advisory boards elsewhere in the country, create a provincial advisory board on health care services in French to consolidate the development of a French-language health care network that is sustainable, accessible, efficient and patient-focussed
- Increase the budget of the AHS translation unit so that more public resources and health care promotional materials can be translated and disseminated in French

# EDUCATION

---



Education plays an essential role in maintaining French language and culture in the Franco-Albertan community. From early childhood to postsecondary and immersion to francophone schools, the need to support these institutions is of prime importance to the vitality of the Franco-Albertan community and represents a fundamental condition in the delivery of services in French. One of the most important issues in the education sector is the lack of resources for providing quality services and instruction to Francophones and Francophiles. More concretely, the Franco-Albertan community is calling for:

- Continued school infrastructure funding for a growing francophone and francophile community. This is “catch-up” funding because of a historic shortage of francophone infrastructure
- The inclusion of provincial funding for francophone early childhood infrastructure attached to a francophone school
- A significant investment for the expansion of francophone postsecondary infrastructures and the expansion of postsecondary programs offered in French
- The promotion and increased status of francophone education and the French language in Alberta
- Second language learning to be made compulsory beginning in Grade 3
- Strengthened support for student mental and physical health services taking inclusiveness, diversity and personal development into account
- Increase in francophone and bilingual childcare while maintaining the cost at \$25
- The position of Assistant Deputy Minister in the division responsible for curriculum at Alberta Education to be officially designated bilingual imperative
- The establishment of provincial coordination and increased leadership from the University of Alberta to extend programming in French in partnership with other postsecondary institutions
- The establishment of a concrete strategy and related funding to ensure the equivalence of francophone schools with those of the majority

# ARTS AND CULTURE

---



Arts and culture also contribute to the vitality of the multicultural francophone population in Alberta, and reinforce the sense of belonging to the community. They serve as catalysts, strengthening community vitality and identity. French language and culture are also shared through artistic development not only with the community but also with the population as a whole. In this sense, the arts and culture sector is a major element contributing to the influence of the Franco-Albertan community in a primarily Anglophone province. This sector also contributes to the economic development of the province. The ACFA and its partners are requesting a commitment by the Government of Alberta to maintain and increase the development of the arts and culture in francophone Alberta as follows:

- A commitment to include francophone historical content in museums and provincial historic sites
- Recognition of the reality and particularity of French artistic expression in its artistic path, creation and market development strategies in a minority setting by creating, for example, relevant background records for panel members and including more French-speaking artists in large-scale events
- The increased presence of artists and arts and culture stakeholders on panels of the Alberta Foundation for the Arts and other, related panels
- The opportunity to apply for provincial arts grants in French with the assurance of high-quality translation as required

# IMMIGRATION

---



Francophone immigration in Alberta is rich and diverse, as well as steadily increasing. More than one-quarter (26%) of the francophone population in Alberta has immigrated from another country. According to Statistics Canada, the proportion of immigrants would increase to between 23.6% and 31.0% of Alberta's population by 2036. International immigration is obviously an integral part of the francophone community in Alberta. The ACFA recognizes that the Franco-Albertan community is multicultural and wishes that all Francophones and Francophiles of various origins could participate fully in the social, economic and cultural spheres of the Franco-Albertan community. The importance of including immigrants in the francophone community and the province as a whole is therefore the focus of our concerns. That is why the ACFA is requesting that the Government of Alberta:

- Maintain and expand reception and settlement services throughout Alberta, particularly in the regions and ensure that they are developed and offered in collaboration with community authorities
- Set a target for francophone immigration like other provinces such as Ontario and Manitoba
- Provide support for the integration of migrants and immigrants into the Franco-Albertan community and into the Alberta community as a whole, as well as recognition of their unique challenges as francophone immigrants in a minority setting.



# ECONOMY

---



The economic development of Francophones and Francophiles is not only beneficial for francophone communities in a minority setting, but it also contributes to the provincial and national economies. Increasing and supporting the francophone economy in Alberta also strengthens access to services in French while contributing to the establishment of Francophones and Francophiles in their community. The future of Francophonie actually depends on the francophone economy in Alberta. The ACFA therefore requests that Government of Alberta make the following contributions:

- Make the Directory of services in French more accessible and promote small and medium-size francophone or bilingual businesses in the province
- Develop the official languages economy and promote the identification of businesses that are bilingual or that offer bilingual services
- Support and strengthen francophone economic development in Alberta
- Encourage and support Francophones and Francophiles doing business in French in Alberta

# LEGAL SERVICES

---



Access to legal services and resources in French is also indispensable to the development of our community, particularly for more vulnerable persons such as women and newcomers. The ACFA requests that the government mobilize to:

- Facilitate access to legal services in French throughout the province and particularly in the regions
- Increase the promotion of legal resources in French and facilitate access to these resources

- Undertake a linguistic rights awareness project with all provincial government departments
- Completely re-write the *Languages of the Courts Regulations* In collaboration with community authorities to eliminate the barriers to access to a French-language trial created by the existing regulations
- Allow the filing of legal court documents in French
- Facilitate a joint, independent and respectful coordination between the department, legal system and the community

## CONCLUSION

---



As official representative of the francophone community in Alberta, the ACFA reiterates its commitment to asserting the demands of its members and partners with election candidates as well as the next government and elected representatives. The majority of these demands call for the recognition of Francophones by the Government of Alberta. In addition, these political claims are strengthened by needs in various sectors and suggest concise actions that the government could take to enable the francophone community to grow, develop and prosper in a linguistic duality that would benefit all of society in Alberta.